

BRUNET (sieur). Voir COMAILLE (la).

BRUSQUE (Aveyron). Décret du 11 août 1856, concédant aux sieurs Rivail et Adam les mines de plomb argentifère de—; V, 125.

BRUYÈRE (la). Voir BULLY et FRAGNY.

BUG (sieur). Voir TARASCON.

BUGEAUD DE LA PICONNERIE (sieur). Voir SAINT-BONNET-LA-RIVIÈRE.

BUISSON (Haute-Marne). Décret du 8 mars 1852, autorisant le sieur Danelle à ajouter à son usine à fer du —, deux fours à puddler; I, 29.

BULGNÉVILLE (Vosges). Décret

CAILLAOU (le). Voir CÈRE.

CAILLAUDIÈRE (Indre). Décret du 5 avril 1856, autorisant la dame v<sup>e</sup> Crombez-Lefebvre à modifier le régime des eaux de la forge de la —; V, 46. Voir VENDOEUVRES.

CAISSES DE PRÉVOYANCE. Note sur l'organisation des — en faveur des ouvriers mineurs en Prusse et en Belgique; par M. Laugel; V, 199.

CALAMIAC (Hérault). Décret du 13 avril 1859, portant extension des limites de la concession des mines de lignite de —; VIII, 77.

CALORIFÈRES A EAU. Circulaire du 28 juin 1858, relative aux mesures de sûreté à observer dans l'emploi des — servant au chauffage des édifices ou des habitations particulières; VII, 125.

du 13 janvier 1855, acceptant la renonciation des sieurs Girardon et Sonis à la concession des mines de houille de —; IV, 187.

BULLY et FRAGNY (Loire). Décret du 28 juin 1858, autorisant la réunion des mines d'anthracite de —, de la Bruyère, du Désert, de Jœuvres et Odenet, de la Charbonnière; VII, 120.

BURANDE (Puy-de-Dôme et Corrèze). Décret du 10 novembre 1860, concédant au sieur Sudre les mines de houille de la —; IX, 466.

BURKÉGUY (Basses-Pyrénées). Décret du 7 mars 1860, concédant au sieur Davantès les mines de fer de —; IX, 76.

BUSSIÈRE (baron de). Voir POMPEY.

## C

CALVADOS. Voir CARRIÈRES.

CAMARÈS (Aveyron). Décret du 10 novembre 1855, concédant au sieur d'Orient et de Bellegarde les mines de cuivre de —; IV, 334.

CAMION (sieur). Voir DONCHERY.

CAMION (dame v<sup>e</sup>). Voir VENDRESSE.

CAMPIONNET et C<sup>e</sup> (sieurs). Voir GUEUGNON.

CANAUX. Décret du 5 janvier 1852, prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1853 le tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal d'Arles à Bouc; I, 27. = Du 29 février 1852, portant que le tarif des droits de navigation qui sont actuellement perçus sur les — de Berri et latéral à la Loire, de

Digoin à Briare, est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1852, et que le même tarif continuera à être appliqué aux — de jonction ouverts à Decize et à Fourchambault entre la Loire et le canal latéral; I, 29. = Du 26 mai 1852, rangeant le sel dans la deuxième classe du tarif établi pour la perception des droits de navigation des — des étangs et du pont de Cette; I, 61. = Du 29 juin 1852, portant que le tarif des droits de navigation qui sont actuellement perçus sur les — de Berri et latéral à la Loire de Digoin à Briare, est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1853, etc.; I, 66. = Du 29 décembre 1852, prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1854 le tarif des droits de navigation sur le canal d'Arles à Bouc; I, 294. = Du 23 juin 1853, concernant les droits de navigation sur le canal de Bourgogne; II, 175. = Du 29 juin 1853, concernant les droits de navigation sur les — d'Ille-et-Rance, du Blavet et de Nantes à Brest; II, 176. = Du 23 décembre 1853, prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1855 le tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal d'Arles à Bouc; II, 397. = Du 9 août 1854, relatif à la perception des droits de navigation sur le canal de la haute et basse Deule et sur la partie inférieure de la Lys; III, 180. = Du 27 décembre 1854, portant que le tarif des droits de navigation perçus sur le canal d'Arles à Bouc, est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1856; III, 455. = Du 26 décembre 1855, prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1857 les droits perçus sur le canal d'Arles à Bouc; IV, 374. = Du 19 janvier 1856, portant que les droits de navigation perçus sur le canal latéral à la Loire de Digoin à Briare seront appliqués au canal de jonction ouvert à Saint-Thibault, entre la Loire et le canal latéral; V, 11. = Du 24 décembre 1856, prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1858 les droits

perçus sur le canal d'Arles à Bouc; V, 283. = Du 23 décembre 1857, prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1859 les droits perçus sur le canal d'Arles à Bouc; VI, 239. = Du 2 août 1858, relatifs à la perception des droits de navigation sur le canal du Rhône au Rhin; VII, 193. = Du 24 août 1858, relatif à la perception des droits de navigation sur le canal des Etangs; VII, 204. = Du 15 septembre 1858, portant que les bateaux vides, etc., seront exempts des droits de navigation sur le canal de Saint-Quentin, sur les rivières et — non concédés des bassins de l'Escaut et de l'Aa, et sur les — d'Ille-et-Rance, du Blavet et de Nantes à Brest; VII, 226. = Du 15 septembre 1858, relatif à la perception des droits de navigation sur le canal de Bourgogne; VII, 227. = Du 15 septembre 1858, relatif à la perception des droits sur le canal du Centre; VII, 229. = Du 15 septembre 1858, relatif à la perception des droits de navigation établis sur les — du Berri, du Nivernais et latéral à la Loire, ainsi que sur les — de jonction de Decize, de Fourchambault et de Saint-Thibault; VII, 233. = Du 22 décembre 1858, prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1860 le tarif des droits de navigation perçus sur le canal d'Arles à Bouc; VII, 307. = Du 24 décembre 1859, prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1861, les droits de navigation perçus sur le canal d'Arles à Bouc; VIII, 384. = Loi du 20 mai 1860, relative à l'exécution d'un canal dit des houillères de la Sarre, etc.; IX, 204. — Loi du 28 juillet 1860, relative au rachat, pour cause d'utilité publique, du canal de Roanne à Digoin; IX, 319. = Loi du 1<sup>er</sup> août 1860, relative au rachat, pour cause d'utilité publique, du canal d'Arles à Bouc; IX, 321. = Loi du 1<sup>er</sup> août 1860, relative au rachat, pour cause d'utilité publique, des — d'Orléans et du Loing; IX, 321. = Loi

du 1<sup>er</sup> août 1860, relative au rachat, pour cause d'utilité publique, des — de la Somme et de Manicamp, du canal des Ardennes, de la navigation de l'Oise et du canal latéral à l'Oise; IX, 322. = Loi du 1<sup>er</sup> août 1860, relative au rachat, pour cause d'utilité publique, du canal de la Sensée; IX, 322. = Loi du 1<sup>er</sup> août 1860, relative en rachat, pour cause d'utilité publique, du canal d'Aire à la Bassée; IX, 322. = Loi du 1<sup>er</sup> août 1860, relative au rachat, pour cause d'utilité publique, du canal de Briare; IX, 322. = Décret du 6 avril 1861, autorisant l'exécution d'un canal dit des Houillères de la Sarre, et d'un embranchement du canal du Rhône au Rhin sur Colmar; X, 78. = Du 17 avril 1861, faisant concession à la compagnie de Vicoigne d'un canal à ouvrir entre Neux et le canal d'Aire à la Bassée; X, 95. = Du 14 juillet 1861, portant promulgation de la convention conclue le 4 avril 1861 avec la Prusse pour l'établissement d'un canal international des houillères de la Sarre; X, 322. *Voir* DROITS DE NAVIGATION; ECLUSES; PRISE D'EAU; SAINT-NICOLAS.

CAPELETTE (la). *Voir* MARSELLE.

CAPSULES DE GUERRE. *Voir* CHEMINS DE FER.

CARBOIRE (Ariège). Décret du 5 décembre 1861, concédant aux sieurs *Dulom* et *Baville* les mines de plomb, zinc, etc., de —; X, 436.

CARLING (Moselle). Décret du 17 juin 1857, concédant aux sieurs *Pouquet* et consorts les mines de houille de —; VI, 80.

CARMAUX. Décret du 21 avril 1860, portant autorisation de la compagnie des houillères et che-

mins de fer de —; IX, 437. *Voir* CHEMINS DE FER; EXPLOSION.

CARRIÈRES. Arrêté ministériel du 24 janvier 1853, relatif à l'exploitation des — d'argile du Teil (Ardèche); II, 55. = Décret du 15 février 1853, relatif à l'exploitation des — du département de la Seine-Inférieure; II, 58. = Du 2 août 1854, relatif à l'exploitation des — du département de la Côte-d'Or; III, 168. = Arrêté du ministre de la guerre du 29 janvier 1854, relatif à l'exploitation des — de l'Algérie; III, 201. = Décret du 10 novembre 1855, relatif à l'exploitation des — du département de la Manche; IV, 317. = Du 26 décembre 1855, relatif à l'exploitation des — du département du Calvados; IV, 366. = Du 29 septembre 1856, relatif à l'exploitation des — du département de l'Orne; V, 235. = Du 8 avril 1857, relatif à l'exploitation des — du département de la Haute-Loire; VI, 33. = Du 30 juillet 1857, relatif à l'exploitation des — du département de la Sarthe; VI, 169. = Du 15 septembre 1858, relatif à l'exploitation des — du département de la Haute-Marne; VII, 237. = Du 15 septembre 1858, relatif à l'exploitation des — du département du Pas-de-Calais; VII, 245. = Du 5 janvier 1859, relatif à l'exploitation des — du département de la Charente; VIII, 17. = Du 5 janvier 1859, relatif à l'exploitation des — du département de Vaucluse; VIII, 25. = Du 14 juillet 1859, relatif à l'exploitation des — du département d'Indre-et-Loire; VIII, 239. = Du 7 mars 1860, qui réaffecte les — domaniales de Chamilly au service de la marine; IX, 79. = Du 15 juin 1861, relatif à l'exploitation des — du département du Haut-Rhin; X, 172. = Du 22 novembre 1861, relatif à l'exploitation des — du département de l'Isère; X, 413. = Du 22 novembre 1861,

relatif à l'exploitation des — du département des Vosges; X, 422.

CARTES GÉOLOGIQUES AGRONOMIQUES. Circulaire du 14 avril 1852, concernant la rédaction des — départementales; I, 48. = Du 2 septembre 1852, portant envoi d'une note relative aux —; I, 214. *Voir* CONSEILS GÉNÉRAUX.

CARVIN (Pas-de-Calais et Nord). Décret du 19 décembre 1860, concédant aux sieurs *Masclaf* et consorts les mines de houille de —; IX, 488.

CASSENEUIL (Lot-et-Garonne). Décret du 18 avril 1857, autorisant le sieur *Denizot* à établir une usine à cuivre dans la commune de —; VI, 45.

CASSIS (Bouches-du-Rhône). Décret du 23 novembre 1857, autorisant les sieurs *Voulland*, *Roger* et C<sup>e</sup> à établir une usine à fer au quartier de Bistouen, commune de —; VI, 222.

CASTANET-LE-HAUT ET SAINT-GENIÈS DE VARENSAL (Hérault). Décret du 2 juillet 1861, autorisant les concessionnaires des mines de houille de — à réunir ces deux concessions; X, 313.

CASTELLANE (sieur de). *Voir* GRÉASQUE ET BELCODÈNE.

CASTETS (Landes). Décret du 15 mai 1861, autorisant le sieur *Boulard* à ajouter deux feux d'affinerie à l'usine à fer de —; X, 122.

CAUTERETS. *Voir* EAUX MINÉRALES (SOURCES D').

CAZAUX (sieur). *Voir* BELIN.

CÉLAS (Gard). Décret du 28 juin 1854, concédant aux sieurs *Roux* la mine de lignite de —; III, 133.

CENTRE (canal du). *Voir* CANAUX.

CÈRE (Landes). Décret du 13 mars 1858, autorisant le sieur *Esperou* à construire une usine à fer au lieu dit le Caillaou, commune de —; VII, 39.

CERTEAU (sieur de). *Voir* HAUTERIVES; RUINES; VIZILLE.

CESSOUS et TRÉBIAU (Gard). Décret du 3 juillet 1857, modifiant les limites de la concession des mines de houille de —; VI, 147.

CETTE (canal du pont de). *Voir* CANAUX.

CHABANNE (Basses-Alpes). Décret du 17 septembre 1859, concédant au sieur *Girouard* les mines de bitumène de la —; VIII, 293.

CHABRILLANT. *Voir* ROCHE (la).

CHAINES D'ATTELAGE. *Voir* CHEMINS DE FER.

CHALÈDE. *Voir* MARSANGE.

CHALENCY. *Voir* CHANGE.

CHAMARANDES (Haute-Marne). Décret du 24 juillet 1852, rapportant celui du 31 mars 1851, qui autorisait le sieur *Bourlon de Rouvre* à établir un haut fourneau à —; I, 147.

CHAMBOIS (Saône-et-Loire). Décret du 27 juillet 1859, concédant aux sieurs *Rouy* et C<sup>e</sup> les mines de schistes bitumineux de —; VIII, 255.

CHAMBON-FEUGEROLLES (commune de). *Voir* FENDERIE-NEUVE.

CHAMILLY. Décret du 7 mars 1860, réaffectant la carrière de — à la marine; IX, 79.

CHAMOUILLEY - HAUT (Haute-Marne). Décret du 10 août 1853, autorisant le sieur *Doé* à construire un second haut fourneau dans l'usine de — ; II, 209.

CHAMP-DE-LA-PIERRE (Orne). Décret du 9 septembre 1858, autorisant la dame *Ricœur de Bamont* à maintenir en activité quatre usines à fer dans la commune de — ; VII, 223.

CHAMPOLÉON (Hautes-Alpes). Décret du 17 février 1855, autorisant le sieur *Baille et C<sup>e</sup>*, etc., à faire des recherches de mines de plomb et de cuivre dans la commune de — ; IV, 29.

CHAMPIGNEULLES (Meurthe). Décret du 23 novembre 1857, abrogeant l'art. 5 de l'ordonnance du 29 mars 1847, portant qu'il ne sera fait usage que de combustibles minéraux dans les hauts fourneaux de — ; VI, 227.

CHAMPROND. Voir VIBRAY.

CHANGE (Saône-et-Loire). Décret du 19 juin 1852, concédant au sieur *Monnet* les mines de fer de — ; I, 64. — Du 24 mars 1858, autorisant la réunion des mines de fer de — à celles de Mazenay et de Chalency ; VII, 43.

CHANILLE (Isère). Décret du 8 décembre 1860, portant extension du périmètre de la concession des mines de fer de — ; IX, 480.

CHANOINE DU MANOIR (sieur le). Voir VILLENEUVE-AU-CHÈNE (la).

CHANTEGRILLET (Loire). Voir ECOLE DES MINEURS DE SAINT-ETIENNE.

CHAPELLE (usine à fer de la). Voir SAINT-PAUL-EN-JARRET.

CHAPPERT et consorts (sieurs). Voir LATOUR.

CHARBONNIÈRE. Voir BULLY ET FRAGNY.

CHARDIN et consorts (sieurs). Voir VARANGÉVILLE.

CHARENTE. Voir CARRIÈRES.

CHARLEVILLE (Ardennes) Décret du 9 juin 1860, autorisant les sieurs *Lamotte, Drappier et Guillet* à établir une usine dite la forge de Saint-Charles dans la commune de — ; IX, 209.

CHARMES ET SOYONS (Ardèche). Décret du 28 avril 1855, concédant aux sieurs *Magnan* les mines de pyrites de fer, etc., de — ; IV, 82.

CHARMETTE (Isère). Décret du 6 décembre 1860, concédant aux sieurs *Oddoux* et consorts les mines d'antracite de la — ; IX, 479.

CHARRIÈRE et C<sup>e</sup> (sieurs). Voir GORGE D'ALLEVARD

CHARVET ET FILS (dame v<sup>e</sup>). Voir RENAGE.

CHASSE (Isère). Décret du 9 mai 1857, autorisant les sieurs *Targe* et consorts à établir une usine à fer dans la commune de — ; VI, 58.

CHASSENAY (Nièvre). Décret du 16 février 1859, modifiant le régime des eaux de l'usine à fer de — ; VIII, 38.

CHATELARD (Isère). Décret du 7 mars 1860, autorisant la réunion des mines d'antracite de — aux mines de même nature de la Grande-Draye, du Psychagnard, des Betoux et des Chuzins ; IX, 73.

CHATELIER (Haute-Marne). Dé-

cret du 21 avril 1852, autorisant le sieur *Danelle* à maintenir en activité l'usine à fer de — ; I, 42.

CHATILLON (Côte-d'Or). Décret du 23 juillet 1859, modifiant le régime des eaux de l'usine à fer de — ; VIII, 252.

CHATTEMOUE (Mayenne). Décret du 8 septembre 1853, portant autorisation de la société anonyme des ardoisières de — ; II, 306.

CHAUDÉFONDS. Voir DÉSERT.

CHAUDIÈRES. Circulaire du 30 novembre 1852, relative aux — des locomotives ; I, 297. Voir APPAREILS A VAPEUR ; BOUILLEURS ; MANOMÈTRES.

CHAUDIÈRES A FACES PLANES. Circulaire du 18 juillet 1853, relative aux — et à basse pression des bateaux à vapeur ; II, 243.

CHAUDIÈRES EN TÔLE D'ACIER FONDU. Circulaires des 26 juillet, 21 et 22 décembre 1861, relatives aux — ; X, 380, 454, 455.

CHAUDIÈRES TUBULAIRES. Circulaire du 10 décembre 1856, relative aux — ; V, 294.

CHAUX ÉTEINTE. Voir DROITS DE DOUANES.

CHAVERONDIER (sieur). Voir CROCOMBY.

CHAVIGNY (Meurthe). Décret du 16 juin 1856, concédant au sieur *Moreau* la mine de fer hydroxydé oolithique de — ; V, 88.

CHAZOTTE (Loire). Décret du 16 juillet 1859, approuvant des modifications aux statuts de la compagnie des houillères de la — ; VIII, 247.

CHEMINS DE FER. — Généralités.

= Du 26 juillet 1852, organisant le service de l'exploitation commerciale des — ; I, 147. = Arrêté ministériel du 26 juillet 1852, relatif à la répartition du service de l'exploitation commerciale des — ; I, 149. — Circulaire du 22 juin 1853, relative à la confection des relevés de terrains mis à nu dans les travaux de — ; II, 199. Circulaire du 4 août 1853, concernant le même sujet ; II, 215. = Décret du 22 février 1855 (1), qui crée un service spécial de surveillance des — ; V, 30. = Du 28 mars 1855, qui crée à Paris un commissariat central de police des chemins de fer ; V, 43. = Circulaire du 27 septembre 1855, concernant l'interprétation de l'art. 5 de la loi du 15 juillet 1845 et l'application aux chemins de fer de l'arrêt du conseil du 27 février 1765 relatif aux alignements ; IV, 305. = Arrêté ministériel du 25 mai 1856, qui règle les délais de transport et de livraison des marchandises expédiées à grande et à petite vitesse sur les — ; V, 68. Circulaire transmissive, V, 99. = Circulaire du 18 novembre 1857, relative au transport en chemin de fer pour le compte des administrations publiques ; VI, 247. = Circulaire du 24 mars 1858, relatives aux épreuves des ponts métalliques supportant les voies de chemins de fer ; VIII, 59. = Circulaire du 15 avril 1859, relative aux délais d'expédition, de transport et de livraison des marchandises voyageant à grande vitesse et à petite vitesse ; VIII, 127. = Arrêté ministériel du 15 avril 1859, relatif aux délais d'expédition dans les — ; VIII, 124. = Circulaire du 30 avril 1859, relative aux correspondances manquées dans les chemins de fer ; VIII, 138. = Circulaire du 11 mai 1859, relative à l'inspection des chemins de fer en exploitation ; VIII, 174.

(1) On a indiqué par erreur l'année 1866 dans les *Annales*.

— Circulaire du 11 juin 1859, relative au transport de troupes en chemin de fer; VIII, 472. — Circulaire du 25 novembre 1859, relative à la présentation et à l'examen des ordres de service sur la marche des trains; VIII, 424. — Circulaire (sans date) 1859, relative à la hauteur des tampons de chocs; VIII, 425. — Circulaire du 7 décembre 1859, relative aux chaînes d'attelage dans les chemins de fer; VIII, 427. — Circulaire du 28 décembre 1859, portant interdiction de chasser dans l'enceinte des chemins de fer; VIII, 428. — Arrêté ministériel du 31 décembre 1859, concernant les transports de la guerre et de la marine, à prix réduit, en —; VIII, 408. Circulaire, VIII, 430. — Circulaire du 13 janvier 1860, relative aux moyens de communication entre le mécanicien et les conducteurs de trains, IX, 59 et 60. — Arrêté ministériel du 25 janvier 1860, portant interdiction des tarifs d'abonnements pour les marchandises remises aux —; IX, 6. — Circulaire du 5 mars 1860, relative à la place que doit occuper le wagon réservé aux toucheurs de bestiaux dans les trains de marchandises; IX, 184 et 185. — Circulaire du 10 mars 1860, relative au transport en chemin de fer de matières inflammables ou explosibles; IX, 186. — Circulaire du 17 mars 1860, relative aux réquisitions à adresser pour le transport des troupes; IX, 225. — Circulaire du 24 mars 1860, relative à l'envoi séparé des rapports mensuels et des états d'accidents arrivés sur les différentes lignes de chemins de fer; IX, 488. — Circulaire du 24 mars 1860, relative aux états hebdomadaires des retards des trains à fournir aux ingénieurs du contrôle des lignes exploitées; IX, 488. — Arrêté ministériel du 14 avril 1860, concernant le transport en — des valeurs et finances; IX, 136. — Circu-

laire du 14 avril 1860, concernant le transport en — des finances et valeurs; IX, 189. — Circulaire du 24 mai 1860, relative au transport de capsules de guerre en chemin de fer; IX, 227. — Arrêté ministériel du 24 juillet 1860, fixant des frais accessoires d'enregistrement, de manutention, de pesage et de magasinage à payer aux —; IX, 304. — Circulaire du 28 juillet 1860, relative à une réduction de 50 p. 100 pour les expéditions à grande vitesse; IX, 370. — Circulaire du 10 septembre 1860, relative aux gendarmes voyageant en chemin de fer avec leurs mousquetons chargés; IX, 409. — Arrêté ministériel du 15 septembre 1860, modifiant plusieurs dispositions de l'arrêté du 24 juillet précédent, réglant le tarif des frais accessoires sur les —; IX, 381. — Circulaire du 17 septembre 1860, modifiant la circulaire du 5 mars dernier, en ce qui concerne l'emplacement du fourgon dans lequel prennent place, avec le chef d'un convoi de marchandises, les douaniers, gendarmes d'escorte, etc.; IX, 410. — Arrêté ministériel du 15 février 1861, contenant règlement pour le transport par — des poudres et des munitions de guerre; X, 45. — Circulaire du 10 juin 1861, prescrivant de faire connaître la date d'ouverture des sections nouvelles de chemins de fer; X, 377. — Circulaire du 3 juillet 1861, relative au transport de poudres et munitions de guerre en —; X, 378. — Circulaire du 31 juillet 1861, relative au poids brut des échantillons de poudre de guerre; X, 384. — Instructions du 16 août 1861, relatives à l'article 70 du règlement du 16 novembre 1846 sur les —; X, 387. *Voir RAILS ÉTRANGERS, SOCIÉTÉS ANONYMES.*

*Objets spéciaux aux diverses lignes.* Décret du 4 mars 1854, portant concession d'un chemin

de fer de Carmaux à Alby; III, 45. — Du 17 octobre 1854, approuvant la convention passée, le 16 de ce mois, pour l'exécution et l'exploitation d'un chemin de fer de Montluçon à Moulins, avec embranchement sur Bezenet; III, 299. — Du 28 octobre 1854, relatif à la concession d'un chemin de fer destiné à relier l'usine de Bourdon aux voies de la ligne de Clermont à Lempdes; III, 323. — Du 14 mars 1855, approuvant une convention relative à la concession de prolongements du chemin de Commentry au canal du Berry; IV, 48. — Du 14 juillet 1855, approuvant la convention, passée le 13 juillet 1855, pour la concession d'un chemin de fer des mines d'Ougney au chemin de fer de Dijon à Besançon et au canal du Rhône au Rhin; IV, 208. — Du 15 décembre 1855, approuvant la convention, passée le 15 de ce mois, pour la concession d'un chemin de fer d'embranchement des mines de houille de Roche-la-Mollière au chemin de fer Grand-Central; IV, 338. — Du 19 décembre 1855, approuvant la convention du 19 de ce mois relative à la cession du — de Montluçon à Moulins à la compagnie du chemin de fer Grand-Central; IV, 358. — Du 24 juin 1857, approuvant une convention d'un embranchement du chemin de fer de Bessèges à Alais sur les houillères de Trélys; V, 91. — Du 23 avril 1859, déclarant d'utilité publique l'exécution d'un chemin de fer d'embranchement destiné à relier les usines de Ferrière-la-Grande à la ligne de Saint-Quentin à Erquelines; VIII, 98. — Du 26 septembre 1859, approuvant une convention relative au chemin de fer d'Hautmont à la frontière de Belgique; VIII, 302. — Arrêté ministériel (sans date) portant règlement des passages à niveau du réseau des — de l'Est; VIII, 310. — Décret du

28 décembre 1859, approuvant une convention relative à la concession du chemin de fer de Bully-Grenay au canal d'Aire à la Bassée; VIII, 384. — Du 7 mars 1860, autorisant les concessionnaires du chemin de fer du Creuzot au canal du Centre à exploiter ce chemin au moyen de machines locomotives; IX, 80. — Du 25 avril 1860, autorisant la société des mines d'Auchy-aux-Bois à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier lesdites usines à la ligne des houillères du Pas-de-Calais; IX, 154. — Du 28 avril 1860, autorisant la société des mines de Vendin-lez-Béthune à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier lesdites mines à la ligne des houillères du Pas-de-Calais; IX, 176. — Du 28 avril 1860, autorisant la société des mines de Marles à établir un chemin d'embranchement destiné à relier lesdites mines à la ligne des houillères du Pas-de-Calais; IX, 178. — Du 8 mai 1860, autorisant la société des mines de Ferfay à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier lesdites mines à la ligne des houillères du Pas-de-Calais; IX, 194. — Du 8 mai 1860, autorisant la société des mines de Dourges à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier lesdites mines à la ligne des houillères du Pas-de-Calais; IX, 196. — Du 9 mai 1860, autorisant la Société des mines de Lens à établir trois embranchements de chemin de fer destinés à relier lesdites mines à la ligne des houillères du Pas-de-Calais et au canal de la Haute-Deule; IX, 198. — Circulaire du 19 mai 1860, relative au transport de troupes transitant d'une ligne sur l'autre par le chemin de fer de Ceinture; IX, 226. — Décret du 26 mai 1860, autorisant la société des mines de Neux à établir un chemin de fer d'embranchement pour relier ces mines à la ligne des

houillères du Pas-de-Calais; IX, 205. = Du 6 juillet 1860, autorisant la société des mines de Bruay à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier ces mines à la ligne des houillères du Pas-de-Calais; IX, 288. = Du 11 juillet 1860, autorisant les sieurs de la Romagère frères et C<sup>e</sup> à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier les mines de Chamblet à la ligne de Montluçon à Moulins; IX, 291. = Du 28 juillet 1860, autorisant la société des mines du Creuzot à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier les mines de Cromey, Mazenay et Change à la ligne de Moulins à Chagny et au canal du Centre; IX, 315. = Loi du 1<sup>er</sup> août 1860, relative à la concession des — de Vesoul à Besançon et de Gray à Besançon, avec embranchement sur Ougney et prolongement de Rans à Fraisans; IX, 323. = Loi du 1<sup>er</sup> août 1860, relative à l'exécution d'un chemin de fer de Strasbourg à Barr, à Mutzig et à Wascelonne, par Molsheim, et d'un chemin de fer de Haguenau à Niederbronn avec embranchement sur l'usine de Reischaffen; IX, 327. = Décret du 14 juin 1861, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Dieuze à la ligne de Paris à Strasbourg; X, 171. = Du 14 juin 1861, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement de Sainte-Marie-aux-Mines à Schelestadt; X, 171. = Du 14 juin 1861, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement de Commentry au chemin de Saint-Germain-des-Fossés à Clermont; X, 171. = Du 22 juin 1861, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Montluçon à Limoges; X, 181.

CHEMINS DE FER PRUSSIENS. Règle-

ment général pour la sûreté de la circulation sur les — de l'Etat et sur les chemins exploités par les compagnies; traduction par M. Couche, VIII, 361.

CHERBOURG (Manche). Décret du 3 mars 1858, autorisant le sieur *Bé-rard* à établir une usine à fer à —; VII, 33.

CHEVANDIER ET TOUSSAINT (sieurs). Voir FALK.

CHIRAT et consorts (sieurs). Voir HAMIMATE.

CHOLET (sieur de). Voir PAROY.

CHUZINS (les). Voir CHATELARD.

CIBIEL (sieur). Voir LIVIGNAC-LE-HAUT; LANQUETTE (la).

CIREY-SUR-BLAISE (Haute-Marne). Décret du 30 juin 1855, autorisant le comte de *Damas* à remplacer par un haut fourneau l'ancienne forge de —; IV, 128.

CLAIRVAUX ET VERTAMBOZ (Jura). Décret du 30 juin 1852, autorisant le sieur *Lemire* à conserver et tenir en activité l'usine à fer qu'il possède dans les communes de —; I, 66. = Du 25 juin 1860, autorisant le *même* à modifier la consistance de l'usine à fer qu'il possède dans les communes de —; IX, 219.

CLAUDINON et C<sup>e</sup> (sieurs). Voir FENDERIE-NEUVE.

CLERCQ (dame v<sup>e</sup> de). Voir DOURGES.

CLÉRY (Savoie). Décret du 5 décembre 1861, concédant au sieur *Terrisse* les mines de cuivre ocreux de —; X, 435.

CLOS-MORTIER (usine à fer de). Voir SAINT-DIZIER.

CODE FORESTIER. Loi du 18 juin 1859, modifiant diverses dispositions du —; VIII, 167.

COLAS frères (sieurs). Voir MOUTIERS-SUR-SAULX.

COLETTES (des). Voir PORCELAINE.

COLLICARD père et fils et GAUTIER (sieurs). Voir PIERRE-ROUBEY.

COLOMBIER et consorts (sieurs des). Voir SAINT-DIDIER.

COLONIES. Voir MACHINES ET MÉCANIQUES.

COMAILLE (Saône-et-Loire). Décret du 2 juillet 1859, concédant au sieur *Brunet* les mines de schistes bitumineux de la —; VIII, 235.

COMBE-NOIRE. Voir LYATEL.

COMBE-RIGOI (Loire). Décret du 3 octobre 1856, concédant aux sieurs *Terret* et consorts les mines de houille de —; V, 243.

COMBUSTIBLES MINÉRAUX. Circulaire du 18 février 1854, relative à la rédaction d'états trimestriels destinés à faire connaître les prix de vente des — sur les lieux principaux de production et de consommation; III, 20. = Du 29 avril 1854, portant envoi de tableaux destinés à recevoir, pour 1853, les renseignements statistiques relatifs à la production et à la consommation des —; III, 94.

COMITÉ CONSULTATIF. Voir ARTS ET MANUFACTURES.

COMMISSAIRES DE SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE. Décret du 22 mars 1852, abrogeant le règlement d'administration publique du 27 mars

1851, relatif aux commissaires et sous-commissaires de surveillance administrative des —; I, 60. = Circulaire du 30 janvier 1860, relative à la franchise télégraphique des — en cas d'accidents; IX, 64. = Circulaire du 29 décembre 1860, relative aux avis à donner aux — en cas d'accident; IX, 510. Voir CHEMINS DE FER : Généralités.

COMMISSIONS DE STATISTIQUE CANTONNALES. Décret du 1<sup>er</sup> juillet 1852, relatif à la formation de —; I, 208. = Circulaire du 16 septembre 1852, relative à l'exécution du décret ci-dessus; I, 222. = Du 8 novembre 1852, relative à la coopération des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines au travail des — I, 280.

COMPTABILITÉ. Circulaire du 21 août 1852, contenant des instructions sur la — des exercices clos; I, 171. = Du 5 novembre 1857, relative à l'exécution du règlement du 16 septembre 1848, sur la —; VI, 245. = Du 5 novembre 1857, relative aux dépenses payables hors du chef-lieu du département; VI, 246. = Du 19 juillet 1858, relative à l'exécution de l'art. 72 du règlement du 16 septembre 1843 sur la —; VII, 212. = Décret du 30 novembre 1858, fixant les délais après lesquels les comptes et pièces justificatives de — en deniers et en matières, jugés définitivement, pourront être supprimés; VII, 295.

COMPTES RENDUS. Voir LABORATOIRES DE CHIMIE.

CONCESSIONS DE MINES. Circulaire du 16 novembre 1852, concernant le bornage des —; I, 295. = Du 30 avril 1861, relative aux —; X, 413.

CONGÉS ILLIMITÉS. Décret du 25 mars 1857, relatif aux — des ingé-

nieurs des ponts et chaussées et des mines; VI, 30.

**CONGÉS POUR CAUSE DE MALADIE.** Voir PENSIONS CIVILES.

**CONIL (sieur).** Voir SABLES ET GALETS.

**CONSEILS GÉNÉRAUX.** Circulaire du 12 août 1853, relative aux propositions à soumettre aux — dans la session de 1853, notamment en ce qui concerne les cartes géologiques agronomiques et les laboratoires de chimie; II, 216.

**CONSERVES ALIMENTAIRES.** Circulaire du 20 décembre 1860, relative à l'interdiction des sels cuivreux et des vases de cuivre dans la préparation des —; IX, 508.

**CONTENTIEUX.** Voir AFFAIRES CONTENTIEUSES; JURISPRUDENCE.

**CONTREXÉVILLE.** Voir EAUX MINÉRALES (SOURCES D').

**CONTROLEURS D'ARMES.** Décret du 30 mars 1861, créant des emplois de — pour le service des bureaux de poinçonnage institués par la loi du 14 juillet 1860; X, 77.

**CORBANÇON (Indre).** Décret du 13 février 1858, modifiant le régime des eaux de l'usine à fer de —, que les sieurs *Jackson frères, Petin, Gaudet* et C<sup>e</sup>, possèdent dans la commune de Mézières; VII, 10.

**CORGNAC (Dordogne).** Décret du 30 juin 1860, autorisant les sieurs *Bouillon frères* à établir deux hauts fourneaux au lieu dit la Roche, commune de —; IX, 224.

**CORNAY (Ardennes).** Décret du 24 mai 1859, autorisant le sieur *Munant* à maintenir en activité un

moulin à blé et à établir un haut fourneau dans la commune de —; VIII, 146.

**CORPS DES MINES.** Décret du 24 décembre 1851, portant organisation du —; 4<sup>e</sup> série, t. XX; 726. Circulaire, 4<sup>e</sup> série, t. XX, 779. = Du 28 mars 1852, apportant des modifications aux décrets des 13 octobre et 24 décembre 1851, portant organisation du corps des ponts et chaussées et du corps des mines; I, 129. = Du 21 décembre 1852, concernant le corps des ponts et chaussées, le —, l'École des ponts et chaussées et l'École des mines; I, 291. = Loi du 5 mai 1855, portant que les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines et les conducteurs des ponts et chaussées ne peuvent être ni maires ni adjoints; IV, 93. = Décret du 30 août 1855, abrogeant le dernier paragraphe de l'article 29 du décret du 24 décembre 1851, sur le service des mines; IV, 259. = Du 23 avril 1856, concernant l'inspection générale du service des mines; V, 48. = Du 25 mars 1857, relatif aux congés illimités des ingénieurs; VI, 30. = Circulaire du 1<sup>er</sup> août 1858, relative aux propositions à soumettre aux conseils généraux en ce qui concerne le service des —; VII, 213. = Décret du 24 septembre 1860, portant que les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les conducteurs des ponts et chaussées et les gardes-mines, attachés aux services municipaux des villes ayant au moins 50,000 âmes de population, seront considérés comme étant en service détaché; IX, 382. = Du 11 décembre 1861, réglant les traitements des ingénieurs des ponts et chaussées et des ingénieurs des mines; X, 437. Circulaire; X, 453.

**CORR, GAUTIER et C<sup>e</sup> (sieurs).** Voir NOVÉANT.

**CORSE.** Décret du 3 août 1853, concernant les fers forgés, les fontes moulées et expédiées de — en France, les fontes brutes, les fers et les aciers en barre importés de l'étranger en —; II, 208. Circulaire; II, 218. Voir ALGERIE; FONTES.

**COSSE (sieur).** Voir BELVÈS.

**COSTUME OFFICIEL.** Décret du 4 novembre 1852, réglant le — des fonctionnaires, employés et agents dépendant du ministère des travaux publics; I, 287. Circulaire; I, 303. = Circulaire du 16 décembre 1854, relative au — des fonctionnaires dépendant du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics; III, 450.

**COTE-DU-LONG.** Voir LOIRE ET DE L'ARDÈCHE.

**COTE-D'OR.** Voir CARRIÈRES.

**COTELLE.** Voir ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES, etc.

**COTE-THIOLLIÈRE.** Voir LOIRE ET DE L'ARDÈCHE.

**COUBLEVIE. (Isère).** Décret du 9 juillet 1859, autorisant le sieur *Landru* à maintenir en activité l'usine métallurgique de la Tivollière, commune de —; VIII, 238.

**COUCHE (ingénieur en chef des mines).** Voir CHEMINS DE FER PRUSSIENS; LÉGISLATION MINÉRALE.

**COULANGES-LES-NEVERS (Nièvre).** Décret du 29 août 1857, autorisant le sieur *Métairie* à maintenir en activité l'usine à feu dite forge neuve, commune de —; VI, 185. = Du 28 mai 1859, autorisant les sieurs *Thomas frères* et compagnie à établir une usine à fer dans la commune de —; VIII, 153.

**COULANGES ET DE NEVERS (Nièvre).** Décret du 11 septembre 1857, autorisant les sieurs *Boigues, Rambourg* et C<sup>e</sup> à conserver et tenir en activité l'usine à fer de la Pique, communes de —; VI, 195.

**COULEAUX et C<sup>e</sup> (sieurs).** Voir MOLSHEIM.

**COURBAN (Côte-d'Or).** Décret du 18 février 1852, autorisant: 1<sup>o</sup> les sieurs *Bougueret, Martenot* et C<sup>e</sup> à maintenir trente et un lavoirs à bras dans la commune de —; 2<sup>o</sup> le sieur *Bougueret-Petot* à maintenir dix-huit lavoirs à bras dans ladite commune; I, 8.

**COURBES.** Décret du 16 avril 1856, autorisant l'admission en franchise des pièces de fer dites — ou branches de —, destinées à la construction des navires; V, 47. Circulaire; V, 50.

**COUROLLE (Allier).** Décret du 25 mai 1853, concédant aux sieurs *Sauvage et Petit* les mines de schistes bitumineux de la —; II, 143.

**COUROLLE ET DE BUXIÈRES-LA-GRUE (Allier).** Décret du 17 avril 1861, autorisant les concessionnaires des mines de houille et des schistes bitumineux de la — à réunir leurs concessions; X, 94.

**COURRIÈRES (Pas-de-Calais).** Décret du 5 août 1852, concédant aux sieurs *Bigot* et consorts les mines de houille de —; I, 151. = Du 27 août 1854, portant extension de la concession houillère de —; III, 182.

**COURRY (Gard).** Décret du 14 mars 1857, concédant aux sieurs *Deveau de Robiac* et consorts les mines de fer de —; VI, 25.

**COURTEILLES (Eure).** Décret du

20 octobre 1855, autorisant l'usine à cuivre que possède le sieur *Boucher de Montuel* à —; IV, 297.

COURTIAUX (Haute-Vienne). Décret du 9 septembre 1861, modifiant le régime des eaux de l'usine à fer de —, que le sieur *Veyrier-Montagnères*, possède dans la commune de Saint-Léonard; X, 400.

COURTIVRON (sieur de). Voir TARSAL.

COUTIER. Voir GRANCEY-SUR-OURGE.

COUZANGES-AUX-FORGES (Meuse). Décret du 11 janvier 1853, autorisant le sieur *Viry-Viry* à maintenir en activité l'usine à fer de —; II, 44.

CRANSAC (Aveyron). Voir EAUX MINÉRALES.

CRÉDITS. Loi du 21 mai 1858, ouvrant sur l'exercice 1858, un — extraordinaire pour l'acquisition des collections recueillies par feu *d'Orbigny*; VII, 80. — Décret du 26 juillet 1858, qui ouvre un — représentant la somme versée au Trésor par la Compagnie concessionnaire des eaux thermales de *Vichy*, et destinée à payer les travaux exécutés en 1857 pour l'appropriation de la nouvelle source des *Célestins*; VII, 191. — Du 11 juin 1859, qui ouvre un — représentant les sommes versées au Trésor par les sociétés fermières des établissements thermaux de *Plombières* et de *Vichy*, pour les travaux de l'exercice 1859; VIII, 162. — Du 18 février 1860, ouvrant sur l'exercice 1860, un — extraordinaire de 70,000 fr. pour travaux de captage et d'aménagement des sources d'eaux minérales de *Plombières*, etc.; IX, 34. — Du 29

septembre 1860, ouvrant des — supplémentaires et un — extraordinaire sur l'exercice 1860; IX, 387. — Du 29 septembre 1860, ouvrant sur l'exercice 1860, des — supplémentaires pour les services dépendant de l'administration des mines, etc., dans les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes; IX, 388. — Du 22 décembre 1860, ouvrant sur l'exercice 1860 un — extraordinaire de 50,000 fr. pour la continuation des travaux d'amélioration et d'agrandissement de l'établissement thermal d'*Aix*; IX, 496. — Du 1<sup>er</sup> février 1861, ouvrant des — extraordinaires sur l'exercice 1861, pour les travaux des établissements thermaux de *Plombières* et d'*Aix* (Savoie); X, 35. — Du 1<sup>er</sup> février 1861, ouvrant sur l'exercice 1861, des — supplémentaires pour les services de l'administration des mines, etc., dans les départements de la Savoie, Haute-Savoie et Alpes-Maritimes; X, 36. — Du 9 novembre 1861, ouvrant sur l'exercice 1861 un — à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les travaux d'appropriation de l'établissement thermal de *Vichy*; X, 441.

CRÈS (duchesse de). Voir RIMACOURT.

CRESPIN (Nord). Décret du 1<sup>er</sup> février 1861, autorisant la société des mines et usines de *Lavoir* à établir une usine à plomb à —; X, 40. Voir BLANC-MISSERON.

CROCOMBY (Nord). Décret du 14 novembre 1860, concédant au sieur *Chaverondier* la mine d'anthraxite de —; IX, 467.

CROIX-D'ASTRIE (Cantal). Décret du 25 août 1861, concédant au sieur *Souligoux-Gazard* les mines d'antimoine de la —; X, 339.

CROIX-DE-PALLIÈRES (C<sup>e</sup> de). Voir VALENSOLE.

CROMBEZ-LEFEBVRE (dame veuve). Voir VENDOÈUVRES; BAILLAUDIÈRE.

CUIVRE. Décret du 6 janvier 1855, autorisant l'admission en franchise du — laminé, pur ou allié, destiné à être employé à la construction en France, pour l'exportation, des chaudières et machines à vapeur; IV, 5. Circulaire; IV, 33. — Décret du 29 septembre 1856, autorisant l'importation en franchise du — pur ou allié, etc., destiné au doublage des navires; V, 243. Circulaire; V, 263. Voir SOUFRE.

CUIVRE DORÉ. Voir DROITS DE DOUANES.

CUL-PLUMÉ. Voir LYATEL.

CURVALE (Tarn). Décret du 10 septembre 1859, autorisant le sieur *Ravaille* à établir une usine pour le traitement des matières pyriteuses et aluminifères, à la Martinié, commune de —; VIII, 290.

CUSSEY-LES-FORGES ET MAREY-SUR-TILLE (Côte-d'Or). Décret du 24 juillet 1852, autorisant le sieur *de Mandat, comte de Grancey*, à maintenir en activité les usines à fer qu'il possède dans les communes de —; I, 147.

CYLINDRES SÈCHEURS. Circulaire du 31 août 1852, indiquant les formalités à remplir pour les demandes en autorisation de — et autres récipients à vapeur; I, 194. Voir RÉCIPIENTS A VAPEUR; SOUPAPES DE SURETÉ.

## D

DAMERON (sieur). Voir FAVEYROLLES; BROUSSE.

DANELLE (sieur). Voir BUISSONGHATELIER.

DANIEL (sieur). Voir PANISIÈRE.

DANIEL, RICARD ET BERTHOLON (sieurs). Voir SAINT-SÉBASTIEN D'AI-GREFEUILLE.

DAQUIN et consorts (sieurs). Voir MEURCHIN.

DARNAUD (sieur). Voir BOULARI.

DAVANTÈS (sieur). Voir AHARGO; BURKÉGY; ETCHEBAR.

DEBRYE et C<sup>e</sup> (sieurs). Voir VALBENOITE.

DEBUISSON et consorts (sieurs). Voir SOMMERVILLER.

DECAZEVILLE (Aveyron). Décret du 24 février 1858, autorisant la société des houillères et fonderies de l'*Aveyron* à faire diverses additions à l'usine de fer de —; VII, 44.

DÉCENTRALISATION ADMINISTRATIVE. Circulaire du 27 juillet 1852, relative à l'exécution du décret du 25 mars 1852 sur la —, en ce qui concerne les usines hydrauliques; I, 166. — Du 16 octobre 1852, relative à l'exécution du même décret, en ce qui concerne les patouillets, bocards et lavoirs à mines; I, 280. — Décret du 13 avril 1861, modifiant celui du 25 mars 1852, sur la —; X, 79. Voir ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS, DANGEREUX ET INCOMMODOES; SEINE.